

INTRODUCTION

La scène se déroule le 4 octobre 2016, à Strasbourg. Emmanuel Macron, qui n'est plus ministre depuis un mois, mais pas encore officiellement candidat à l'élection présidentielle, distille devant des sympathisants son diagnostic sur la vie politique française. Le constat est sombre. Selon lui, la démocratie est depuis trop longtemps « confisquée ». Les représentants syndicaux et patronaux ne sont pas à l'image de la société, le mode de scrutin empêche l'expression de certaines idées et les partis n'attirent plus les « talents ». Mais la charge la plus lourde est réservée aux représentants politiques. Les accusant de ne plus faire de la politique « une mission, mais une profession », de ne plus être engagés pour le bien commun mais d'être « intéressés », Macron les désigne comme les principaux responsables de la crise de confiance qui traverse le pays depuis des décennies.

Le thème de l'inertie démocratique n'est pas nouveau pour Macron. Déjà en mai 2016, alors que le tout jeune mouvement En marche ! cherchait à lever des fonds, un courriel révélé par la presse mettait en avant cette critique. Envoyé à plusieurs dizaines de donateurs potentiels, il évoquait sans fard la prochaine élection présidentielle et le coût d'une campagne. Le message était clair : il fallait trouver les ressources nécessaires pour soutenir un candidat qui se

déclarerait dans un futur proche. La critique des dérives qu'il fallait combattre l'était tout autant. À une époque où on ne parlait pas encore d'ancien et de nouveau mondes, il fallait « déverrouiller ce système », dans lequel la politique serait une « affaire de professionnels assermentés », voire un « entre-soi nauséabond »¹. Tout au long de l'année qui allait conduire le jeune candidat à l'Élysée, le thème sera martelé. Professionnalisée, la politique était selon lui devenue la chasse gardée de quelques élus, le pré carré d'une « caste » qu'il faudrait expulser du pouvoir.

Que la campagne ait été si fortement orientée sur ce thème a pu surprendre. Jusque-là, cette rhétorique anti-professionnels avait plutôt été portée par des partis ou des personnes situées aux marges du champ politique. L'invitation de Pierre Poujade, commerçant à Saint-Céré et leader de l'Union de défense des commerçants et artisans, à « sortir les sortants » a souvent été reprise depuis les années 1950 et en premier lieu par un ancien élu poujadiste devenu leader politique : Jean-Marie Le Pen. Plus rares cependant étaient les personnes avec le parcours d'Emmanuel Macron, et encore plus les partis avec la même ligne idéologique qu'En marche !, à s'en revendiquer aussi ouvertement. Pendant la campagne de 2017, En marche ! se situait sur une ligne centriste, alternant les propositions de centre-gauche et de centre-droit. Son dirigeant était lui un ancien élève de l'Ena, un ancien banquier d'affaires devenu secrétaire général adjoint de l'Élysée en 2012. Quelques semaines avant d'annoncer sa candidature, il était encore ministre de l'Économie et des Finances. Dit autrement, le futur président de la République n'avait pas les attributs habituels des leaders anti-système qui déploient

1. Courriel envoyé à de potentiels financeurs, cité par *Le Point*, 12 mai 2016.

Introduction

habituellement cette rhétorique. Il rassemblait même presque toutes les propriétés de ces élites honnies par ceux qui tiennent habituellement le discours anti-professionnels.

En 2017, cela n'a pas posé problème. Il faut dire que le jeune candidat n'avait pas, comme ses principaux concurrents, passé des décennies en politique. Quoique ayant eu des fonctions politiques de premier plan, il n'avait jamais été élu et n'avait jamais été officiellement candidat à une fonction électorale avant cette date. Il faut aussi constater que le moment était propice. Depuis quelques années, la contestation toujours latente du personnel politique était devenue bien plus explicite, et bien plus fréquente. Dans l'Europe tout entière, les appels à renouveler massivement les élus s'étaient multipliés. Il ne fallait pas seulement changer de politique ou changer les personnes au pouvoir, ainsi que le demandent rituellement les opposants face au parti en place ; il fallait commencer par remplacer les hommes et les femmes politiques par des personnes qui n'avaient que peu, voire pas, d'expérience prolongée en politique.

Des partis qui avaient embrassé cette thématique avaient connu des succès retentissants. En Italie, le Movimento 5 Stelle [Mouvement cinq étoiles] créé par le comédien Beppe Grillo en avait fait un thème central de sa campagne, victorieuse en 2013. En Espagne, Podemos, un parti créé en 2014 sur la promesse du renouvellement politique, allait en un an devenir le troisième parti d'Espagne et participer à différentes coalitions. Aux États-Unis, la promesse de Donald Trump d'assécher le marais de Washington [*drain the swamp*] s'inscrivait dans la même logique. Le programme électoral de cet entrepreneur multimillionnaire, rebaptisé « contrat avec l'Amérique », avait d'ailleurs comme première revendication d'inscrire une limite au nombre de mandats électifs. Quoique anticonstitutionnelle, la mesure avait souvent été

Les candidats

mise en avant comme preuve de sa volonté de bousculer le microcosme.

On pourrait multiplier les exemples. La multiplication des initiatives en faveur d'une démocratie directe (valorisation des référendums, des initiatives populaires), la profusion de listes « citoyennes » lors de diverses élections, voire le retour en grâce de technologies longtemps considérées comme irréalistes comme le tirage au sort des représentants sont autant de signes d'un intérêt pour l'implication croissante de profanes dans la vie publique. L'écho reçu par l'appel répété de Macron en est sûrement la meilleure preuve. Car en d'autres circonstances, faire apparaître un individu à la trajectoire finalement assez classique d'élite en politique en outsider aurait relevé d'une difficile alchimie. Pas en 2017, où la dénonciation omniprésente des professionnels de la politique a rendu ce genre de critiques porteuses. Outre la figure du président, le succès des candidats présentés par En marche ! lors des élections législatives de juin révèle la rentabilité d'une stratégie qui consistait à investir des candidats purement novices.

L'ILLUSION DU RENOUVELLEMENT

Jamais vraiment aimé, le « professionnel de la politique » est devenu ces dernières années un épouvantail à remplacer. Le novice, son antithèse, est lui porté aux nues. Partant, ce livre pose deux questions. La première a trait à l'intensité de ce « dégagisme ». Outre un désir ardent de changement de politique, y avait-il une raison pour que les années 2010 soient marquées par un sentiment « anti-professionnels » ? On ne peut qu'être surpris que la campagne de 2017 ait

Introduction

donné tant de place à une question purement interne au champ politique, celle de la rotation des élus, quand ces moments s'organisent traditionnellement autour de thèmes externes – comme l'immigration, la sécurité, les impôts ou plus récemment l'environnement. D'où viennent ces demandes de renouvellement qui, depuis une décennie au moins, traversent les démocraties occidentales et qui ont tant fait pour porter Macron et son parti au pouvoir ? Comme on le verra, elles ont trait à un changement profond des carrières politiques depuis quatre décennies, en France comme en Europe.

Seconde question, plus importante encore : le renouvellement des visages a-t-il les effets transformateurs que présupposent en creux toutes ces demandes ? Les diverses revendications de remplacement des « professionnels de la politique » par des personnes aux carrières plus diverses s'appuient en effet sur une prémisse : que l'arrivée de novices modifierait (en bien) la politique menée. Le remplacement d'élus présents de longue date dans le champ politique par des profanes est censé insuffler de nouvelles manières de penser et d'agir dans un milieu considéré comme renfermé sur lui-même. Poser ainsi le problème revient, *in fine*, à s'interroger sur ce que la « professionnalisation » de la politique fait à la pratique de la politique. Or sur ce point, on manque d'informations sur ce que l'inscription de long terme d'un individu dans le champ politique fait à sa pratique.

Ce livre se propose d'apporter des réponses à ces deux interrogations que la séquence électorale française de 2017 a posées avec acuité. Il le fait à partir d'une enquête empirique menée cinq années durant. Elle mêle une étude historique à une analyse approfondie de deux cohortes de députés, ceux élus en 2012 et ceux élus en 2017. Grâce à une autorisation d'accès octroyée par les services de l'Assemblée nationale,

Les candidats

j'ai pu passer de longues journées à interagir dans cet écosystème où se croisent élus, fonctionnaires, agents de l'institution, collaborateurs parlementaires, et bien d'autres. Seul ou avec des étudiants¹, j'ai mené des entretiens avec des dizaines d'acteurs de ce lieu. Cet engagement qualitatif a eu un pendant quantitatif, mené avec mes collègues Julien Boelaert et Sébastien Michon. Durant deux ans, nous avons collecté et analysé des données sur les carrières des députés français de la V^e République. L'objectif était d'apporter des éléments empiriques pour reconstituer les carrières des députés français depuis les années 1970.

Lancée en 2015, cette enquête avait initialement pour objectif d'apporter des éléments de référence sur les représentants nationaux. Elle a donné lieu à la publication d'un ouvrage de synthèse en avril 2017², qui devait marquer la fin de ce travail. Mais si je ne savais pas, quand j'ai commencé cette recherche, que la professionnalisation serait un thème central de la campagne de 2017, je m'attendais encore moins à ce que l'Assemblée de 2017 voit arriver en masse des élus aux profils aussi différents de leurs prédécesseurs. En faisant entrer à l'Assemblée presque par effraction des novices par dizaines, l'élection de juin 2017 offrait une opportunité rare pour étudier l'impact des carrières sur la pratique de la politique. Elle plongeait dans le bain de la politique nationale des personnes aux profils politiques plus variés : de réels novices allaient côtoyer au quotidien des élus de longue date, et entre ces deux types, on trouvait des centaines de personnes qui avaient

1. Dans le cadre du séminaire « Dans l'ombre de la loi », qui s'est tenu à l'ENS de 2014 à 2018.

2. Julien Boelaert, Sébastien Michon, Étienne Ollion, *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France*, Paris, Raisons d'agir, 2017.

Introduction

eu une expérience plus ou moins longue en politique. Cette nouvelle Assemblée constituait une quasi-expérience naturelle, pour étudier ce que le parcours en politique fait à la pratique politique. Elle offrait aussi un prisme pour voir, à travers l'expérience des novices – ces personnes qui n'avaient jamais eu ni mandat, ni activité salariée, ni même responsabilités politiques –, ce milieu particulier qu'est la politique professionnelle. Dès les premiers jours de la nouvelle législature, j'ai donc repris le chemin du palais Bourbon pour profiter de cette opportunité.

Le premier résultat de cette recherche est que les promesses d'un changement par le renouvellement du personnel politique n'ont pas été tenues. Les novices de 2017 n'ont, dans leur immense majorité, pas su trouver leur place dans le monde politique français. En dépit d'une bonne volonté évidente, et pour beaucoup d'un engagement indéniable, très peu ont réussi à peser dans l'Assemblée de 2017. Manquant de savoir-faire et de connaissances bien placées, ils ont dû s'adapter aux normes existantes du milieu dans lequel ils pénétraient et ont eu du mal à s'imposer. Dans une Assemblée fortement renouvelée, les anciens élus, mais aussi les nouveaux arrivants qui disposaient d'une expérience ont capté la plupart des positions de pouvoir. Pire encore pour les partisans du renouvellement tant vanté par *En marche !* pendant la campagne : les profanes élus dans la foulée de la victoire d'Emmanuel Macron ont finalement été les meilleurs atouts d'un effacement du Parlement au profit de l'exécutif. Invités à ne pas contester un parti auquel ils devaient tout, et de toute façon pas équipés pour s'opposer aux pratiques du gouvernement, ils ont par leur présence permis aux ministres, anciens membres des cabinets, et aux députés rodés à la « politique d'avant » de faire fonctionner le régime de la manière la plus classique qui soit.

Il y avait, il faut le dire, une certaine naïveté – ou un cynisme bien compris – à croire – ou à laisser croire – qu'un simple renouvellement des visages pourrait en soi modifier en profondeur le fonctionnement du monde politique. La remarque s'étend bien au-delà du cas de La République En marche, et même du cas français. Elle invite à s'interroger sur certaines réponses qui ont récemment gagné en popularité face à la crise de confiance envers les élus. Depuis quelques années, à chaque élection, des dizaines de listes citoyennes voient le jour, défendant parfois avec des options politiques très différentes l'idée que leur inscription dans la « société civile » en fait de meilleurs responsables publics ; qu'une fois au pouvoir, ils pourront enfin mener une politique radicalement différente. Soyons clair : il ne s'agit pas de récuser en bloc ces positions. Il est plausible que le changement des personnes, ou au moins d'une partie d'entre elles, soit une condition presque nécessaire du changement politique réclamé. Elles ont aussi le mérite de poser la question cruciale de l'identité des représentants, de leur passé, sur la manière de faire de la politique.

Il s'agit plutôt, et c'est là une deuxième leçon de ce travail, de se demander ce qui n'a pas fonctionné, et pourquoi. Partant de l'expérience française de 2017, il s'agit d'identifier les origines de cette inertie, de comprendre les logiques par lesquelles le changement n'est pas arrivé. Partant d'une évaluation grandeur nature d'un renouvellement effectif du personnel politique – plutôt que d'une situation abstraite ou extraordinaire –, on se propose de voir pourquoi l'arrivée de novices dans le cadre commun d'une institution existante peut ne pas produire les résultats escomptés. Ce travail invite alors à modifier les termes du débat, pour se demander non pas si un changement de personnel politique influence la politique, mais à quelles conditions.

Introduction

L'exemple du *statu quo* français est riche de leçons pour comprendre les logiques à l'œuvre. L'inertie tient largement au fait que ces nouveaux venus ont été invités à s'engager dans un monde où les règles du jeu n'avaient pas changé. Pire encore : dans un espace dont ils étaient une centaine à ne pas connaître les règles que tous les autres maîtrisaient parfaitement. Tout était donc prêt pour que le changement en surface débouche sur une stabilité des pratiques, ce qui n'a pas manqué d'arriver. Il faut toutefois bien voir que la responsabilité n'incombe pas seulement à leurs collègues parlementaires. Journalistes, fonctionnaires de l'Assemblée, mais aussi citoyens ont assailli les nouveaux venus de leurs attentes. Ceux qui ne pouvaient pas y répondre ont été exclus du jeu politique, ou s'en sont exclus après avoir été disqualifiés. Mieux comprendre l'échec des novices implique, et c'est là le troisième enseignement, de découvrir ce milieu politique dans lequel ces derniers se sont retrouvés immergés, de l'Assemblée à la circonscription, de l'hémicycle à leur bureau. À travers l'expérience de ces nouveaux venus, c'est une plongée dans cette activité particulière qu'est la politique professionnelle contemporaine qui est proposée ici.

LA FILE D'ATTENTE ET LA FABRIQUE DE L'HOMO POLITICUS

Pour comprendre l'échec des novices et plus largement l'organisation du monde politique contemporain, il m'a semblé nécessaire d'opérer un déplacement dans la manière de décrire les carrières politiques. Tout au long de la campagne,

c'est le terme de « professionnalisation politique » (et le substantif de « professionnels de la politique ») qui a été mis en avant. Ce fut bien sûr le fait des équipes de campagne d'Emmanuel Macron, qui ont repris le vocable classique qui s'était imposé depuis quelques années – de plus en plus à mesure que se transformaient les carrières. Ils n'étaient pas seuls : journalistes, candidats, citoyens ont eu recours à ce terme. La même remarque vaut pour la littérature scientifique : dans les sciences sociales du politique, le terme est désormais très largement utilisé.

Le recours immodéré à ce concept pose malheureusement plus de problèmes qu'il n'en résout. Terme moral connoté négativement, la notion renvoie du côté de l'intérêt, de la vénalité de ceux qui ont consacré leur vie à la politique. Il ne viendrait à l'idée d'aucun responsable politique, aujourd'hui, de mener une campagne en faveur de la « professionnalisation » de la pratique politique, ni même de se déclarer comme tel. Et pourtant, avec la professionnalisation viennent des compétences, des savoir-faire qui peuvent être utiles pour réaliser son activité.

Surtout, le terme de « professionnel » agrège des parcours et des rapports à la politique peu comparables. On peut en effet vivre « en » politique dans des conditions bien différentes : entre les élus qui ont passé plusieurs décennies en mandats mais resteront toujours au niveau local et ceux qui, à peine sortis de Sciences Po, se voient proposer une circonscription après un passage en cabinet ministériel, il y a peu de points communs. Enfin, l'idée d'une « professionnalisation » souvent évoquée ne décrit pas non plus très bien ce qui s'est passé depuis quelques décennies. Car après tout, si le professionnel, c'est celui qui vit de la politique, alors tous les députés français le sont au moins depuis 1852, date du rétablissement de l'indemnité parlementaire.

Introduction

Ces difficultés, ainsi que d'autres critiques, sont explicitées plus longuement au chapitre suivant. Pour l'instant, contentons-nous de dire que la distinction canonique faite à la suite de Max Weber entre ceux qui vivent « pour » et ceux qui vivent « de » la politique ne permet pas de rendre justice aux nombreuses questions que pose le recrutement des élus. Pour analyser les transformations du champ politique des dernières décennies, l'ouvrage propose un déplacement : il invite à penser les carrières politiques à l'aune du concept de « file d'attente ». Plus qu'une augmentation inexorable du nombre de « professionnels de la politique » que l'élection de 2017 serait venue interrompre, ce livre montre que la tendance de fond qui a affecté le champ politique français depuis plusieurs décennies, c'est la mise en place d'une file d'attente ordonnée pour accéder aux positions électives nationales.

Des années 1970 à cette date, les candidats aux mandats ont passé un temps croissant à attendre leur tour pour pouvoir accéder aux responsabilités. Dans cette file d'attente qui s'était allongée d'année en année, ils avaient appris le fonctionnement du champ politique, en avaient intériorisé les normes, y avaient tissé un réseau. Ils s'y étaient formés aussi. Placés dans l'antichambre du pouvoir, ils y avaient fait leurs classes, avaient développé des compétences propres. C'est cette file d'attente qu'ont contournée les novices, mais aussi d'autres candidats à la députation, en 2017. N'ayant même pas eu le temps d'attendre, les premiers se sont retrouvés projetés au centre de la scène politique nationale. Les seconds, déjà engagés en politique, ont profité de l'appel d'air créé par la création d'un nouveau parti pour éviter l'attente à laquelle ils étaient promis dans l'ordre des successions classiques.

L'enquête qui suit démontre la pertinence d'une analyse du champ politique contemporain en termes de file d'attente.

Les candidats

Elle en date la mise en place vers le milieu des années 1970 en France, et elle explique pourquoi en France, comme à l'étranger, la file d'attente est devenue un principe structurant d'accès aux positions politiques nationales. *Via* une comparaison entre les élus de la législature élue en 2012 et de celle élue en 2017, on analysera aussi les effets de l'expérience politique – sur les élus, sur le champ politique et *in fine* sur la démocratie.

SOCIOLOGIE DE LA FILE D'ATTENTE

Substituer à l'opposition binaire entre les « professionnels » et les autres le concept de file d'attente, conserver le premier terme pour ne désigner que ceux qui « vivent de » la politique, tout cela peut apparaître comme une précision sémantique de peu d'intérêt. On verra qu'un tel déplacement du regard donne en fait à voir bien d'autres aspects du champ politique, d'en comprendre le fonctionnement, les stratégies de ses acteurs et les hiérarchies. Cela permet aussi d'inscrire ce travail dans une réflexion plus générale sur le temps, et ce qu'il fait aux individus. La littérature regorge de situations où l'expérience du temps qui passe est un ressort narratif. Vladimir et Estragon, les protagonistes d'*En attendant Godot*, sont parmi les figures les plus souvent citées quand il s'agit de décrire le sentiment d'impuissance que ressentent ceux qui attendent – probablement avec Joseph K., l'anti-héros du *Procès* de Kafka, dont le rapport au monde est bouleversé par l'attente qu'il subit. Tout aussi connu, et plus directement lié à cette question est *Le Désert des Tartares*, de Dino Buzzati. Dans ce texte, le soldat Giovanni

Introduction

Drogo est envoyé en garnison dans un fort reculé, où il n'a rien d'autre à faire qu'à attendre un ennemi dont les légendes indiquent qu'il se situe de l'autre côté de la frontière, sur un plateau montagneux. Au fil du roman, le lecteur le voit alors ajuster progressivement son rapport au monde à mesure que passent les années. Sa curiosité, son désir de changement, mais aussi ses espoirs familiaux ou professionnels sont constamment revus à la baisse, à tel point que le jeune ambitieux qui voulait rapidement quitter le camp vivra finalement dans l'angoisse de devoir quitter un lieu où il a forgé des habitudes. L'attente a canalisé ses pratiques, elle a discipliné ses désirs.

Mais c'est surtout du côté des sciences sociales qu'on peut se tourner. Là, une littérature pléthorique propose d'analyser les relations entre l'attente et le statut social, ou le type de sujet que produit l'attente. Ces recherches apparaissent en filigrane de ce travail. Ce dernier s'en démarque toutefois pour partie, car il cherche à préciser la spécificité de ce dispositif qu'est une *file d'attente*. Là encore, les appuis ne manquent pas dans la littérature scientifique. Dans un travail pionnier, Barry Schwartz a posé les jalons d'une étude sociologique de cette forme d'organisation sociale¹. Il montre que ces queues sont des systèmes qui témoignent de rapports de force au sein d'une société. Ceux qui attendent le plus sont souvent, comme chez les demandeurs d'aide sociale étudiés par Javier Auyero, ceux qui disposent du moins de ressources². À travers divers exemples, dont en priorité les magasins soviétiques et les aéroports étatsuniens

1. Barry Schwartz, *Queuing and Waiting. Studies in the Social Organization of Access and Delay*, Chicago, The University of Chicago Press, 1975.

2. Javier Auyero, *Patients of the State. The Politics of Waiting in Argentina*, Durham, Duke University Press, 2012.

(ses deux cas préférés), Schwartz montre que les moins dotés attendent plus que les autres. Il s'intéresse aussi, quoique de manière moins étayée, à la réaction différentielle des individus face à l'attente. Reprenant à son compte la distinction classique entre la durée (l'estimation subjective du temps qui passe) et le temps, il identifie alors quelques-uns des déterminants sociaux de l'acceptation de l'attente.

Dans le cas des responsables politiques, comme dans bien d'autres situations, la file d'attente est moins une situation concrète – un alignement physique plus ou moins ordonné de personnes – qu'un concept destiné à donner à voir une réalité autrement invisible. Ce sens est celui qui a été privilégié par d'autres travaux. Barbara Reskin et Patricia Roos l'ont ainsi mobilisé pour comprendre comment, au sein des entreprises, les femmes progressent moins vite que les hommes¹. Elles mettent ainsi en évidence les stratégies qu'utilisent certains pour contourner la queue, comme le rôle des recruteurs dans la sélection des promus. L'absence de matérialité, et donc d'ordre clairement établi et visible de tous, permet donc à certains de s'affranchir des règles conventionnellement admises. Car s'ils n'ont pas forcément la réalité physique des longues files qui se formaient devant la vitrine des magasins du bloc soviétique², ces dispositifs

1. Barbara Reskin, Patricia A. Roos. *Job Queues, Gender Queues. Explaining Women's Inroads into Male Occupations*, Philadelphie, Temple University Press, 1990.

2. Il existe une littérature extrêmement riche sur le sujet des files d'attentes dans l'ex-URSS. Parmi les nombreux textes, le lecteur intéressé pourra se référer entre autres au livre partiellement autobiographique de Lidiya Ginzburg, sur le siège de Leningrad lors de l'hiver 1941 (*The Blockade Diary*, Penguin Press, 1995). Une autre littérature, très différente mais particulièrement abondante et parfois utile sur le sujet s'inscrit dans à la croisée de différents espaces : l'économie, la théorie des organisations, le sous-champ interdisciplinaire des « operation research ». Appliquée, elle vise à promouvoir les

Introduction

n'en ont pas moins une organisation interne plus ou moins claire, que certains contournent.

Ces travaux, ainsi que bien d'autres, sont discutés tout au long de ce travail. L'objectif est de démontrer la pertinence d'une analyse de la politique contemporaine au prisme de cette notion de file d'attente, mais aussi de systématiser le concept utilisé de façon plus ou moins métaphorique. L'ouvrage montre ce que cette forme d'organisation sociale fait aux individus, à leurs manières de voir et de faire, comme à l'allocation des biens rares. Plus précisément, on soutient que ces files d'attente ont trois effets distincts, parfois mis en évidence dans les travaux sur l'attente, mais qui doivent être pensés ensemble. Les files d'attente *socialisent* les individus, elles les *sélectionnent*, et elles *individualisent*.

On le verra, le recours au concept est fécond pour penser nombre des transformations majeures qu'a connues le champ politique. L'attente permet d'apprendre, de se former au fonctionnement parfois complexe du Parlement, ou des règles du champ politique. C'est ce que démontrent les difficultés rencontrées par les novices lors des premiers mois. N'ayant même pas eu le temps d'attendre, ils ont découvert à leurs dépens que l'Assemblée est un espace codifié. Si la file forme, elle conforme aussi. L'incertitude et la cooptation qui caractérisent ce dispositif expliquent probablement mieux que toute autre chose l'homogénéité croissante dans les profils comme dans les pratiques, souvent constatée. L'imposition de ce qui a souvent été dénoncé comme une « pensée unique » depuis les années 1980 pourrait ici trouver une forme d'explication : la chaîne d'interdépendance

meilleures manières de faire attendre (voir par exemple Refael Hassin, Moshe Haviv, *To Queue or not to Queue. Equilibrium Behavior in Queueing Systems*, New York, Springer, 2003).

Les candidats

dans laquelle s'inscrivent les élus, des premiers postes aux sommets de l'État, produit du conformisme. De même, l'attente incertaine qui caractérise la situation des candidats est certainement une puissante cause de l'homogénéisation sociale qu'a connue la classe politique, et ce à travers les partis. Entre sélection des successeurs par des patrons et autosélection qui voit les plus pauvres mais aussi les plus riches s'écarter d'une activité instable, le recentrage du profil des élus autour de personnes de classe moyenne supérieure s'explique par ce processus de recrutement aussi implicite qu'efficace.

L'ouvrage propose donc une plongée dans le champ politique, d'hier à aujourd'hui, équipé de ce concept de file d'attente. Le premier chapitre revient sur les principaux résultats de la littérature sur la question, avant de présenter en détail l'enquête de terrain. Le lecteur moins intéressé par ces coulisses de la recherche scientifique pourra commencer directement par le chapitre suivant. Les chapitres 2 à 6 présentent les différentes facettes de cette file d'attente de la politique : sa constitution au cours des dernières décennies, le contournement qu'En marche ! a organisé en 2017, ses effets sur la pratique et les capacités de s'imposer, ou encore le décalage que peuvent ressentir ceux qui, n'ayant pas attendu, découvrent l'univers politique sans y avoir été accoutumé. La conclusion, enfin, revient sur ce dispositif particulier qu'est une file d'attente. Il analyse l'anxiété propre à ceux qui attendent, l'évolution des espérances face au temps qui passe, le type de personnalité que produisent ces dispositifs comme les mécanismes qui permettent à certains de contourner la file. En d'autres termes, elle donne à voir, bien au-delà du cas politique, cette position du candidat que tout un chacun peut éprouver.